

L'action de la Coopérative des élu·es – Philippe Rio

Conseil national du PCF – 15 mars 2025

Un mandat de crise, des élu·es au front, la commune espace politique de transformation

Cher·es représentant·es du Conseil National, cher·es collègues élu·es, cher·es camarades,

Face aux crises, du Covid à la crise énergétique en passant par les guerres internationales, les élu·es communistes et leurs compagnons de route ont joué un rôle actif pour répondre aux urgences populaires et défendre l'intérêt général. Trop souvent les élu·es se sont retrouvé·es seul·es face à un Etat défaillant. Depuis des années les élu·es, et en particulier les élu·es locaux·ales ont innové, ont réalisé l'impossible en matière de droit à la santé, de droit au logement, d'accès aux biens fondamentaux...

Partout nos élu·es – militant·es du service public et de l'intérêt général – qu'ils ou elles soient dans des majorités ou dans l'opposition sont au front ! Et je voudrais, avec vous, les remercier aujourd'hui solennellement.

Quel mandat ! Depuis 2020, nous avons connu la crise sanitaire, la crise énergétique, les émeutes conséquences du meurtre de Nahel, la crise des finances publiques et la dette de l'État, la crise démocratique : des retraites aux colères agricoles en passant par la dissolution, la censure et aujourd'hui la désintégration de l'ordre international.

Notre époque est celle d'un contexte d' « accélération de l'histoire » et la nécessité d'un réseau national d'échange d'expériences et d'outils de pratique du pouvoir ne s'est jamais fait autant sentir.

C'est le sens du choix que nous avons fait de la transformation de l'Association nationale des élu·es communistes et républicains en Coopérative des élu·es communistes, républicains et citoyens.

La Coopérative a pour vocation d'être le chaînon manquant entre les pratiques, les expériences, les combats politiques locaux des élu·es dans leur territoire et la transformation sociétale durable à l'échelle du pays et à l'échelle internationale.

Oui, la Commune est un espace politique de transformation sociale et écologique.

Notre époque est aussi porteuse d'espoir. De nouvelles générations se politisent avec la cause climatique, la cause féministe, comme matrice politique d'émancipation. Chaque mouvement social réunit de nouveaux citoyens et de nouvelles citoyennes de plus en plus nombreux·ses et divers. Le féminisme municipal a d'ailleurs pris, durant ces derniers mandats, une nouvelle ampleur avec des élues communistes partout en France.

Chaque aspect des crises a révélé aussi le meilleur de l'humanité. Car oui, dans chaque crise, il y a des opportunités. Solidarité et entraide lors de la crise sanitaire. Innovation sociale, politique souvent locale, pour faire face aux défis énergétiques ou budgétaires. Les mobilisations transpartisanes sur nos valeurs de progrès lors des mouvements sociaux ou lorsqu'il s'agissait de dépasser le jeu de dupes entre les partisans du libéralisme et de l'extrême droite. En réalité, le capitalisme est en plein milieu de contradictions difficiles à résoudre : la pression sur les salaires, quand le peuple est déjà grandement fragilisé, le choix de l'autoritarisme, dans un pays démocratique et républicain, ou encore la guerre mondialisée. La diplomatie des villes a d'ailleurs là aussi été portée par les élu·es communistes au cours du dernier mandat : nous avons été de celles et ceux qui ont porté au fronton de nos mairies

l'internationalisme, pour une paix juste et durable en Palestine, et la paix partout face aux guerres et à la négation des droits des peuples.

Mes cher·es collègues, mes cher·es camarades, oui, tout peut basculer.

A l'aube de 2026, permettez-moi de formuler un vœu, celui de réfléchir de nouveau à la prise de pouvoir dans notre pays pour rendre la liberté, la justice et la dignité au peuple.

Les élu·es :

- par leur participation au pouvoir, sont au **cœur des contradictions du capitalisme tout en ayant une expérience réelle du passage de la théorie à la pratique.**
- Ils sont **au cœur des solutions** aussi lorsqu'ils extraient des forces du marché l'alimentation avec la restauration publique, l'eau bien commun de l'humanité, l'énergie autre bien commun, ou encore la culture, le sport et les loisirs, sans oublier la santé et le logement.

Oui, penser global et agir local est notre credo, et il y a de véritables résistances créatrices dans nos territoires.

Les mouvements sociaux, le syndicalisme, par le rapport de force qu'il crée par le travail, apportent la force des mobilisations et la réflexion nécessaire à l'émergence des droits nouveaux.

Le parti a la responsabilité d'unir toutes les forces vives dans une synthèse d'un projet de société partagé par le plus grand nombre et libéré de la domination du capital.

Ces différents niveaux s'alimentent mutuellement en équilibre, se nourrissent. Nos stratégies doivent intégrer cette relation dialectique. Local et national, politique et syndical, ne doivent pas être pensés séparément. L'urgence est trop importante et la situation nous oblige à repenser nos alliances politiques, syndicales et en lien avec le mouvement de la société civile.

Cette synergie s'est encore manifestée récemment avec les mobilisations pour la Culture, comme en témoigne l'initiative du 23 mars prochain à la Bellevilloise ou les rencontres d'Avignon.

La coopérative une force en reconstruction

Malgré la domination des forces réactionnaires, nous sommes une force et nous avons une influence dans ce pays. Nous comptons 4950 élu·es dans notre réseau, 70% de ces dernier·es ont des fonctions dans des communes de moins de 10 000 habitant·es, 47% sont des conseiller·es municipaux, 28% des adjoint·es au maire. 40% sont des femmes, 12% de maires dont 17% sont des femmes et enfin 70% de nos élu·es ont plus de 55 ans.

Ces réalités nous amènent à deux remarques en amont des municipales.

Une première question : dans notre contexte, est-il plus important de gagner les communes, de diriger des intercommunalités, ou d'augmenter le nombre d'élu·es ?

Sans refermer ce débat, je tiens à affirmer que depuis 2020, **les centres de pouvoir ont énormément évolué avec des compétences déléguées renforcées.** La question du nombre d'élu·es sur un territoire est aujourd'hui aussi importante que gagner une ville sur celui-ci. La présence et le renforcement de nos élu·es communistes, républicains et citoyens dans les intercommunalités peuvent nous permettre parfois de les diriger mais surtout d'être influent·es dans des compétences. Et de diriger des organismes associés comme dans l'eau, l'énergie, le logement, l'écologie, le climat, la santé, la sécurité, l'agriculture, l'alimentation et bien évidemment, les mobilités et les transports. Vous l'avez compris, les intercommunalités sont des leviers du pouvoir d'agir sur le réel.

Une deuxième question est celle du renouvellement que nous devons enfin prendre avec tout le sérieux et la gravité nécessaire.

D'abord, d'un point de vue électoral, nombre de nos camarades maires en ruralité ont atteint un âge de sagesse et aspirent à des jours bien plus tranquilles. Dans trop de communes, il n'y a tout simplement pas de candidat·e à la relève. Et je rappelle que c'est en ruralité que nous sommes le plus nombreux·ses. De plus, **une stratégie de prise de pouvoir dans les intercommunalités va nécessiter plus de candidat·es, mieux identifié·es, mieux formé·es et mieux préparé·es.** Aussi, trop souvent, nos camarades en responsabilité sont à la recherche de candidat·es sur des postes supports allant de cabinet aux fonctions d'agents territoriaux. Nous n'arrivons que trop rarement à répondre à ces demandes. Pour la coopérative, nous avons entamé un travail d'identification, de suivi et de formation des cadres avec le Mouvement des jeunes communistes français notamment, afin de faire face à ces enjeux récurrents qui dépassent l'échéance de 2026. Et je les remercie. Par ailleurs, nous avons développé nos outils de formation, mais j'aurai l'occasion de vous en reparler.

Permettez-moi aussi de dire **un mot sur le réseau « Coop-cab », réseau des directeurs de cabinet que nous avons créé en 2022, et qui fait preuve d'une efficacité incroyable dans l'échange de pratiques.** Ce réseau présent dans 50 villes de plus de 10 000 habitants avec 68 adhérent·es, représente 1,5 million d'habitant·es.

Municipales et préoccupations des Français·es

La coopérative a synthétisé plusieurs études et sondages dont je vous livre quelques conclusions qui viendront nourrir nos débats.

Pour les municipales et vous l'avez compris, pour des élections intercommunales qui sont dorénavant couplées, si nous ne devons pas détacher les enjeux nationaux, les préoccupations des Français·es à cette occasion, comme Pierre l'a rappelé, seront extrêmement locales.

Les deux premières préoccupations majeures récurrentes sont :

- **L'inquiétude face à l'inflation et le pouvoir d'achat, avec une répercussion directe sur la hausse de la pauvreté et des inégalités.** Il s'agit donc ici de notre capacité à mettre en place des politiques audacieuses et innovantes de service public de proximité et de donner à voir notre expérience de terrain sur notre domaine.
- **Dans le même état d'esprit est arrivée la question de santé dans les premières préoccupations locales** à l'aube des municipales. Traditionnellement récurrent en ruralité, cet enjeu débarque en hausse dans les grandes villes. Le Rassemblement national en a fait son cheval de bataille pour ces élections.

Enfin, et même s'il existe une dizaine de préoccupations à développer, **notons dans le top 5 des questions :**

- **Les questions relatives à l'écologie et au climat qui semblent reculer dans le débat national et local.** Rappelons que le GIEC a annoncé que 50% des réponses à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'adaptation au réchauffement climatique se feront par le local.

Autre sujet important :

- **Les préoccupations des Françaises et des Français à l'échelle locale autour des questions de violence, de criminalité, de sécurité et maintenant de narcotrafic,** en effet durablement inscrites dans les études et dans le retour direct de nos élu·es.

Un thème complexe qu'il nous faut prendre à bras le corps sous deux aspects, la criminalité réelle et le sentiment d'insécurité. En conséquence, nos réponses politiques ne peuvent être les mêmes. En 2024, nombre de nos collègues ont par ailleurs été victimes de violences directes et font face à une hausse importante des grands trafics.

Permettez-moi d'avoir une pensée pour André Mondrange, victime d'agression raciste en toute fin d'année dernière. Je pense également à mes collègues José Moury et Abdel Sadi de Bobigny, victimes de menaces et de pressions comme de nombreux collègues. Je pense également à nos collègues et camarades Michel Lebouc, Laurent Belsola, Michel Picard, Amandine Demore, Olivier Sarrabeyrouse qui sont au front sur les questions de sécurité publique dans les territoires, payent le prix de politique nationale de court terme.

Permettez-moi aussi de saluer le travail mené au sein du Parti communiste par notre collègue élu Robin Salecroix qui travaille d'arrache-pied avec plusieurs d'entre-vous sur cette question de la sécurité et du continuum de sécurité. En effet, le droit à la sécurité est un sujet qui a été trop souvent considéré comme tabou dans notre famille. Pourtant, c'est un droit collectif, c'est le droit à la paix, tout simplement. C'est aussi un service public qui nécessite toute notre attention tant que nous plaçons nos actions dans ce continuum de sécurité allant de la prévention à la répression et bien évidemment à la justice. Ne nous trompons pas, il n'y a pas de baguette magique, comme c'est d'ailleurs toujours le cas en matière de politique, mais un ensemble de pratiques adaptées aux réalités de chaque territoire. Il s'agit donc de dialectique et ce sera là un point central des prochaines élections municipales.

La Coopérative et sa boîte à outils

La coopérative mettra en place pour les élections municipales une série d'outils dont beaucoup dépassent le cadre de la fonction d'élue.

Notre site internet, en partie accessible aux non élu·es, donne à voir chaque semaine la richesse des combats, des luttes de nos élu·es à changer le réel et la vie de nos concitoyennes et concitoyens.

Avec le Coopcab, la coopérative va fournir une boîte à outils comprenant :

- **l'accès à nos moyens de campagne ;**
- **un manifeste politique** décliné sur la base de 4 fondamentaux et de 10 droits inaliénables dont sont issues toutes nos politiques locales ;
- **un agenda politique et une feuille de route** de tout ce qu'il faut savoir sur la tenue d'une campagne, de sa préparation jusqu'à la tenue des élections en termes militants et juridiques ;
- **différents outils allant de l'utilisation de l'intelligence artificielle et la gestion CRM des fichiers aux lettres type** à adresser aux institutions, notamment très concrètement pour la demande de salles ;
- **Enfin, notre Assemblée générale sera le moment de la mise en ligne de notre bibliothèque documentaire** regroupant vœux politiques, motions, notes, tribunes : des années de production de nos élu·es au service de l'intérêt général.

J'invite les élu·es et les candidat·es, les cabinets, les agents territoriaux à nous rejoindre lors de notre Assemblée générale qui se tiendra le 28 mars à Nanterre, ainsi qu'au campus des 28 et 29 mars également qui se tiendront autour du triptyque :

Ambition, Audace, Rassemblement

Formation des élu·es : un enjeu politique majeur

À ce sujet, nous devons comprendre que le capitalisme a rendu la projection de perspectives politiques progressistes comme la gestion des collectivités de plus en plus complexes et difficile d'accès. Cela nécessite des progressistes un énorme investissement dans la formation afin de déconstruire le récit dominant tout en donnant des perspectives de réflexion visant à l'émancipation de toutes et tous.

Nous devons donc nous « armer » intellectuellement afin de continuer à gérer nos territoires, nos villes et exercer nos mandats sous la pression des injonctions réactionnaires et saisir les opportunités et les faiblesses du système afin de développer dans le réel notre vision du monde.

Le droit à la formation des élu·es tout au long du mandat est lourdement attaqué depuis plusieurs années. Sa disparition est un enjeu pour les forces libérales. Des élu·es moins formé·es sont moins autonomes et c'est une attaque directe à la démocratie. Ces attaques nous rappellent la nécessité d'un véritable statut des élu·es, incluant les moyens de l'exercice démocratique et entier du mandat local, comme le retour à la vie civile. Trop peu de nos élu·es utilisent leur droit à la formation. Et comme dit l'adage : un droit ou une liberté qui n'est pas utilisé est simplement amené à disparaître.

En tant que président de la Coopérative et avec l'ensemble des membres du bureau, nos responsabilités sont grandes, mais notre responsabilité collective est, elle, immense.

Les divisions sont partout. Le fascisme du XXI^e siècle est à nos portes et attaque le local. La détresse de l'humanité est au plus haut et notre planète souffre de siècles d'exploitation insensée. Et aujourd'hui **la guerre est à nos portes et elle a déjà fait ses deux premières victimes, la raison et la vérité. Alors qui, sinon la famille communiste et progressiste, relèvera ces défis ?**

Merci à vous tous et tous.

Philippe Rio, Président de la Coopérative des élu·es